

## **Concevoir de meilleurs systèmes de quotas, bâtir des législatures plus fortes**

**par L'Institute National Démocratique (NDI)**

Un système de quotas – que ce soit obligatoire, prévu par la loi ou volontaire - continuera d'être l'un des moyens les plus efficaces pour augmenter le nombre de femmes à la fois dans les partis politiques et les fonctions électives. En 2012, selon l'Union interparlementaire, les femmes ont gagné 24 pour cent des sièges dans les pays utilisant des systèmes de quotas prévus par la loi, mais seulement 12 pour cent des sièges dans les pays où aucun quota n'a été utilisé. Alors que le L'Institute National Démocratique (NDI) n'a pas de position officielle sur les quotas, nos programmes sont souvent impliqués directement avec les politiques d'action positive, comme fournir une assistance pour l'élaboration d'une législation ou aider les intervenants à comprendre comment se conformer aux exigences relatives aux quotas. Pour discuter de cette question, le NDI a récemment organisé deux conférences sur les quotas de genre et le leadership des femmes dans les législatures pour partager les enseignements tirés de ses programmes à travers le monde.

Le 30 Avril, le NDI a tenu une conférence intitulée « Quotas de genre : Leçons tirées du Kenya à la Tunisie », qui présentait des études de cas récentes du Kenya, du Burkina Faso, de la Tunisie, du Kosovo et de la Libye. La conception et la mise en œuvre d'un système de quotas peuvent fortement influencer sur l'efficacité du système. Par exemple, le Kenya, la Tunisie et la Libye ont tout récemment adopté des lois de quotas. Malgré les meilleures intentions, les enjeux politiques du Kenya autour le mandat constitutionnel de 1/3 du quota, conçu pour être nécessaire aux élections de 2013, ont entraîné le retard de la mise en œuvre effective des quotas jusqu'en 2015. La Tunisie et la Libye ont rapidement adopté une loi des quotas suivant la révolution. Nonobstant l'adoption d'une loi sur la parité qui a assuré que 50 pour cent des candidats sur la liste en Tunisie étaient des femmes, et l'adoption d'un format style « liste zipper » qui garantit que les noms des femmes candidates apparaissent dans chaque deuxième place sur la liste, le nombre de femmes élues au parlement en fin de compte n'était que de 27 pour cent. Cela s'est produit en raison du grand nombre de partis politiques qui ont soutenu des candidats. Comme la plupart des partis ont seulement remporté un siège et le candidat en premier lieu était un homme, le pourcentage de femmes élues a finalement été environ la moitié du nombre initial de femmes sur les listes de candidats. La leçon tirée de la Tunisie a été utilisé dans la création de la nouvelle loi en Libye, qui a abouti à la fois un système de « zipper » horizontale et verticale. En vertu de cette loi, la moitié des partis politiques couverts par la législation sur les quotas ont dû placer une femme à la tête de leurs listes de candidats pour assurer une plus grande représentation des femmes à la fin.

L'exemple du Burkina Faso a également été partagé, illustrant les étapes qui ont été nécessaires pour mettre en œuvre un système de quotas prévu par la loi. Le NDI a soutenu ce processus avec trois initiatives complémentaires : la rédaction de la loi, à travers d'une campagne d'inscription sur les listes électorales porté sur le vote des femmes, et par la formation des femmes candidates. Au Kosovo, la loi sur les quotas est structurée comme une politique d'action positive pour les deux sexes, en fonction de leur niveau de représentation. Si, après l'attribution des sièges, le numéro du sexe minoritaire n'est pas au moins 30 pour cent du total des sièges, le dernier candidat élu serait remplacé par un candidat du sexe sous-représenté. Le nombre de femmes élues aux niveaux local et national est maintenant plus de 30 pour cent. [Regardez la conférence](#) (seulement disponible en anglais).

Une fois que les femmes atteignent des fonctions politiques, le NDI fournit une formation et des conseils aux parlementaires, les comités et les caucus dans le cadre de ses programmes de

renforcement des institutions législatives. Le briefing tenu de 18 juillet, [« Construire législatures forts : Stratégies du NDI de soutien pour le leadership des femmes »](#), appuyés sur des études de cas récentes en provenance du Bangladesh, de la Sierra Leone, l'Ukraine et les programmes de gouvernance mondiale pour partager des stratégies efficaces pour accroître le leadership des femmes dans les assemblées législatives.

Pour aider les dirigeants législatifs à mieux comprendre les besoins des nouvelles femmes parlementaires, le NDI a mené une évaluation parlementaire du genre en Sierra Leone. L'évaluation a recueilli des renseignements sur la capacité des femmes parlementaires individuels, ainsi que les obstacles institutionnels et culturels que les femmes rencontrent au sein du parlement et de leur parti. S'appuyant sur des idées de cette évaluation, le NDI a travaillé avec des femmes parlementaires pour fournir des informations sur la façon dont fonctionne le Parlement et sur les compétences nécessaires pour naviguer dans leurs nouvelles fonctions. Au Bangladesh, la formation a contribué à renforcer les capacités des femmes élues ainsi que les relations entre les nouvelles membres et la société civile, qui a abouti à la première [« Qui est Qui des femmes leaders au Bangladesh »](#), un répertoire de 134 femmes en politique, la magistrature, les universités, la fonction publique, les entreprises, la police et les médias.

Pour finir, d'autres stratégies pour soutenir le leadership des femmes dans les parlements ont été partagées avec les participants. Ceux-ci comprenaient une révision de l'infrastructure et de la culture parlementaire, y compris le calendrier de travail, les installations et les politiques de communication ainsi que l'élimination des obstacles structurels tels que l'attribution des tâches de comités basés sur l'ancienneté au leadership des femmes au parlement. Enfin, une stratégie visant à augmenter la voix des femmes au parlement, même avec de petits nombres, est de joindre les forces à travers les parties politiques ou les corps législatifs pour acquérir le plus d'impact. Le NDI, avec de nombreux d'autres pays, a appuyé la création d'un groupe de femmes parlementaires en Ukraine en vue de renforcer la capacité des femmes membres d'influencer l'élaboration des politiques au sein du parlement. [Regardez la conférence](#) (seulement disponible en anglais).

Dans l'ensemble, les panélistes ont noté des thèmes importants récurrents tout au long de ces deux événements. La conception d'une politique d'action positive spécial comme un système de quotas peut grandement aider ou entraver les possibilités réelles pour les femmes d'être élues; de systèmes électoraux similaires peuvent fournir des informations précieuses sur ce qui fonctionne - ou ne fonctionne pas - et pourquoi. C'est important de travailler à travers les lignes politiques pour la construction d'un fort système de quotas ou groupes des femmes là où les femmes ne forment pas un pourcentage significatif d'un gouvernement. "Acheter" des entrées en politique depuis des dirigeants de la société civile, des collègues masculins et d'autres intervenants à l'intérieur et en dehors des structures politiques est également essentiel. Enfin, trouver des "gagnes" tangibles et rapides pour les femmes parlementaires ou un caucus des femmes nouvellement formé peuvent contribuer à renforcer le soutien pour des efforts supplémentaires en faveur des femmes et les questions qui affectent leur vie quotidienne.

Pour plus de « meilleures pratiques » et stratégies pour accroître la participation politique des femmes tout au long du cycle électoral, nous vous encourageons à lire la publication du NDI et le PNUD : [« Promouvoir le rôle des femmes pour renforcer les partis politiques »](#), disponible en anglais, en espagnol, en français ou en arabe. Pour en savoir plus sur les programmes du NDI de soutien pour les femmes dans les partis politiques, les élections et les parlements à travers le monde, on vous invite à visiter <http://ndi.org/womens-political-participation>.

